

Le Venezuela face aux sanctions économiques américaines

Le 12 août 2017, le président américain Donald Trump a [affirmé](#) ne pas exclure « une possible option militaire » contre le gouvernement vénézuélien et son président Nicolas Maduro. Cette annonce belliqueuse constitue le révélateur et le point d'orgue d'un conflit latent, qui invite à questionner la situation extrêmement tendue et complexe, à laquelle le Venezuela tente de faire face. Celle-ci, caractérisée à la fois par une crise politique interne, une situation économique délétère et des sanctions économiques américaines de plus en plus virulentes, nécessite de faire la part des choses et de s'interroger sur le bras de fer engagé entre le gouvernement de Washington et celui de Caracas sur le terrain économique.

La situation problématique du Venezuela

Les sanctions économiques américaines contre le Venezuela, qui avaient débuté sous l'ère Obama, se sont intensifiées depuis la prise de fonction de Donald Trump au sommet de l'état américain en novembre 2016, et s'inscrivent dans un contexte économique, politique et social intérieur déjà largement dégradé, sur lequel il semble important de revenir.

Depuis la nationalisation du secteur pétrolier en 1975 et la création de la compagnie pétrolière Petroleos de Venezuela ou PDVSA, appartenant à l'Etat, le Venezuela a axé son développement économique presque exclusivement sur la rente pétrolière massive dont le pays bénéficie, et qui représente à peu près 30% du produit intérieur brut chaque année. Selon le rapport de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) [datant de 2011](#), le Venezuela détiendrait les plus grandes réserves de pétrole prouvées au monde, devant l'Arabie Saoudite, avec près de 300 milliards de barils de brut à sa disposition. Le pays a longtemps et largement bénéficié de cette extraordinaire rente pétrolière, qui a représenté entre 80% et 95% de ces exportations totales selon les différentes estimations et les années. La baisse massive des prix du pétrole, passant de plus de 100\$ le baril en juin 2014 à 30\$ [fin 2016](#), couplé à la baisse consécutive de la demande chinoise, a provoqué une diminution drastique des revenus extérieurs du Venezuela. Le manque de diversification économique et la surexposition de l'économie vénézuélienne à la volatilité des cours du brut ainsi que sa nécessité d'importer massivement des biens de consommation ont largement détérioré l'économie du pays, qui doit désormais faire face à un manque de devise et à une hyperinflation en constante augmentation. Il faut ajouter à cette situation déjà exsangue une pénurie massive et généralisée de biens de consommation courante, notamment des produits alimentaires, et de première nécessité avec un manque drastique de médicaments.

L'effroyable détérioration économique que le Venezuela connaît a également produit une instabilité politique de plus en plus marquée et une augmentation généralisée de la violence. D'après le dernier rapport de l'observatoire vénézuélien de la violence [datant de 2016](#), le pays serait le deuxième plus violent au monde et connaîtrait une augmentation des vols, des agressions et des meurtres liés au manque de nourriture et aux pénuries que rencontrent le pays. Cette situation globale a poussé un grand nombre d'électeurs dans le camp de l'opposition au président Nicolas Maduro, qui cherche par tous les moyens, notamment celui de la violence, à s'accrocher au pouvoir en matant les manifestations et en repoussant régulièrement les élections et les tentatives de référendum.

Une escalade des tensions entre Washington et Caracas

Malgré le fait que les Etats-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Venezuela, qui représente le second exportateur de brut derrière l'Arabie Saoudite, les relations entre Washington et Caracas n'ont pas toujours été au beau fixe et semblent s'être dégradées dans la dernière décennie.

Depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez à la tête de l'Etat en 1999, le Venezuela n'a cessé de mener une politique extérieure fondée sur une volonté d'indépendance accrue ainsi qu'un anti-américanisme et un anti-impérialisme. Le Venezuela reproche principalement aux Etats-Unis de mener une politique néocoloniale sur le continent sud-américain depuis le « corollaire Roosevelt » de la doctrine Monroe. Cette politique s'est notamment développée via le néolibéralisme et l'imposition des Plans d'Ajustement Structurel de la Banque Mondiale et du FMI, pour lesquels les pays d'Amérique du Sud ont servi de terrain d'expérimentation. Chavez a donc inscrit le Venezuela dans un axe dissident aux Etats-Unis en mettant en place de nombreux partenariats et alliances avec notamment l'Irak de Saddam Hussein, la Lybie de Muammar Khadafi, Cuba ou encore la Russie. Les relations semblaient cependant rester relativement cordiales, jusqu'en 2010 quand les USA et le Venezuela ont décidé de rappeler leurs ambassadeurs respectifs, mettant ainsi à nu une crise diplomatique. On semble, depuis cette date, assister à une escalade des tensions.

En 2014, le président Obama avaient pris des sanctions contre 53 fonctionnaire vénézuéliens, accusés d'atteinte aux [droits humains ou de corruption](#). En février 2015, le président Maduro accusait les Etats-Unis d'être derrière le coup d'état avorté du 11 février, visant à l'assassiner. Le président Obama lui répondait le mois suivant en reprenant de nouvelles sanctions et en décrétant un « état d'urgence nationale » et en désignant [le Venezuela](#) comme « une menace extraordinaire à la sécurité intérieure des Etats-Unis et à sa politique étrangère. » La passation de pouvoir aux Etats-Unis n'a pas semblé changer la donne et le président Donald Trump a imposé une première série de sanctions le 31 juillet 2017 : celles-ci consistent en un gel des avoirs et des actifs du président Maduro sur le sol américain, ainsi que ceux de 13 [anciens et actuels responsables gouvernementaux](#). Après avoir affirmé « ne pas exclure une option militaire » contre le gouvernement de Caracas (1), Donald Trump a alourdi les sanctions contre le Venezuela le 25 août en interdisant aux sociétés américaines de réaliser des transactions sur la dette nouvelle du Venezuela, d'acheter des obligations de la principale entreprise pétrolière PDVSA et en réduisant la durée d'amortissement des crédits de cette même société. (8) Ces sanctions économiques assez drastiques semblent par ailleurs s'inscrire dans une stratégie plus vaste de déstabilisation économique, dans laquelle la dette semble jouer un rôle majeur.

La stratégie américaine de déstabilisation économique

Le soutien proclamé de l'administration Trump aux opposants à Nicolas Maduro ainsi que les différentes salves de sanctions économiques mises en place, témoignent d'une volonté de déstabiliser par tous les moyens le gouvernement en place. La pression économique et financière résultant des sanctions américaines, a largement dégradé la situation économique du Venezuela, déjà bien mal en point. Elle vise en premier lieu à exercer une importante pression sur sa dette extérieure et faire en sorte que son accès au crédit international sur les marchés financiers devienne de plus en plus compliqué et coûteux. Dans le capitalisme néolibéral contemporain, l'accès au crédit et la possibilité de s'endetter au-delà de ses capacités de remboursement immédiates sont devenus essentiels au bon fonctionnement d'un Etat. Or, si l'on assistait à une augmentation importante des taux d'emprunt et à une augmentation corrélée des niveaux d'endettement, le pays se verrait contraint de faire défaut sur sa dette extérieure, propulsant ainsi les administrations d'état, les entreprises et les particuliers dans une situation chaotique.

La deuxième vague de sanctions de l'administration Trump vise explicitement à faire en sorte que les conditions de refinancement de l'Etat vénézuélien et de sa principale société PDVSA soient de plus en plus compliquées ; car la majorité des banques et des fonds de pension auprès desquels un Etat se finance est américaine. Or, si un Etat voit ses conditions d'accès au crédit restreintes, ses taux d'emprunt vont mécaniquement augmenter, ce qui aura pour conséquence de dégrader davantage la situation économique du pays. De plus, les grandes agences de notation, dont les trois principales sont américaines, en constatant cette situation, vont dégrader la note d'un pays,

qui aura alors de plus en plus de mal à emprunter sur les marchés financiers et à faire face à ses obligations de remboursement. On se trouve alors face à une forme de prophétie auto-réalisatrice dans laquelle les taux d'emprunt augmentent, la confiance des investisseurs et les capacités d'emprunt du pays diminuent, ce qui fait mécaniquement augmenter le volume de la dette et les taux d'emprunt et pousse le pays vers un défaut de paiement certain.

Cette pression économique et financière menée par les américains est, dans une certaine mesure et des conditions institutionnelles différentes, analogue à celle qui avait été imposée à Cuba en 1960 et dont les documents déclassifiés de l'administration américaine témoignent largement. Dans un mémorandum adressé par le Sous-Secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines (Mallory) au Sous-Secrétaire d'État aux affaires interaméricaines ([Rubottom](#)), on peut lire que la stratégie de déstabilisation politique de Castro passe par le renversement de ses soutiens en rendant la vie économique intenable. Il y est écrit : « Le seul moyen prévisible d'aliéner le soutien interne (de Castro) est le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques. [...] tous les moyens possibles devraient être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba. Si une telle politique est adoptée, elle devrait être le résultat d'une décision positive qui déclencherait une ligne d'action qui, tout en étant aussi adroite et discrète que possible, empêchera l'argent et les approvisionnements de Cuba, des salaires réels, pour provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. » Ainsi, il semble clair que les sanctions de l'administration Trump visent à pousser le Venezuela vers le défaut de paiement et aggraver encore plus la situation économique du pays, pour alimenter les mouvements contestataires et d'opposition et ainsi légitimer le renversement du gouvernement de Nicolas Maduro.

La riposte du Venezuela dans cette guerre économique

En réponse aux sanctions économiques américaines, le président Maduro a fait appel à son allier historique, la Russie pour tenter de maintenir son économie à flot et ne pas être contraint de mettre en faillite l'entreprise PDVSA qui faisait face à une grave crise de liquidités. En avril 2017, la principale société pétrolière de Russie Rosneft PJSC a payé 1,02 milliards de dollars à PDVSA pour des approvisionnements anticipés de barils de brut. PDVSA est le plus gros fournisseur de pétrole de Rosneft en dehors de la Russie, grâce à des accords passés du temps d'Hugo Chavez et des prises de participation russe dans certaines sociétés contrôlées par PDVSA, ainsi que des investissements massifs [en termes d'extraction du pétrole vénézuélien](#). Les intérêts économiques russes étant largement reliés aux intérêts économiques vénézuéliens, le président Maduro a fait appel à son allié Vladimir Poutine pour lui venir en aide et éviter de s'enfoncer davantage dans un marasme économique. Les deux présidents se sont rencontrés au Kremlin en octobre et ont mis sur pied un accord, qui pourrait être signé avant la fin de l'année, visant à restructurer la dette extérieure du Venezuela, qui peine à faire face à ses obligations financières, du fait de la chute des prix du pétrole et de l'augmentation de sa dette, encouragée par [les sanctions américaines](#). (11) Au-delà du soutien économique et financier de la Russie, il est probable que le chef du gouvernement sud-américain cherche à assoir sa légitimité politique sur le plan international et à montrer aux Etats-Unis qu'ils bénéficient d'un allié de choix dans le rapport de force économique et géopolitique mis en place.

Si les mesures prises avec la Russie peuvent apparaître comme une simple réaction aux sanctions américaines, il semblerait que les suivantes apparaissent davantage comme une contre-attaque et une tentative de rétablissement de l'équilibre dans le rapport de force économique, alors largement en faveur des Etats-Unis. Le 15 septembre, le ministre vénézuélien du pétrole a annoncé que dorénavant, le prix moyen du pétrole serait indiqué en yuan chinois et [non plus en dollars](#). L'abandon du pétrodollar par le Venezuela et son affaiblissement en tant que monnaie de réserve n'est autre qu'une attaque cinglante contre l'économie américaine, qui se sert du statut spécial du

dollar sur la scène internationale pour imposer son hégémonie à travers le globe. En attaquant un pilier central de la puissance des Etats-Unis, le gouvernement de Caracas prouve qu'il a la volonté de ne pas adopter une attitude réactionnaire mais de faire valoir ses leviers d'action et ses alliances dans le rapport de force engagé avec les Etats-Unis. La Chine est le créancier le plus important du Venezuela, avec des prêts, principalement à court terme, s'élevant à environ 60,2 milliards de dollars au cours de la [dernière décennie](#). De plus, la République populaire de Chine contrôle les instruments financiers au Venezuela, essentiels à la survie du régime. La banque chinoise CITIC gère actuellement les comptes courants de PDVSA pour ses transactions pétrolières tandis que la Banque de développement de la Chine gère les principales lignes de crédit des contrats de prêts pour le pétrole du Venezuela, c'est à dire le cœur de l'économie du Venezuela, indispensable pour les importations et le financement d'infrastructures en tout genre. Enfin, la Chine achète massivement du pétrole au Venezuela et les deux pays ont récemment signé 22 accords impliquant des projets de 2,7 milliards de dollars.

Il semble ainsi évident que la République Populaire de Chine a des intérêts économiques communs avec le régime de Caracas et qu'elle ne peut en aucune manière laisser le pays aller vers le défaut de paiement et qu'elle ne tolérera probablement pas le renversement du gouvernement actuel pour l'instauration d'un nouveau, plus accommodant avec les intérêts américains, comme ce fut le cas lors du coup d'état sous faux-drapeau mené contre Salvador Allende au Chili. L'attaque frontale du Venezuela contre l'hégémonie du dollar témoigne d'une volonté d'inscrire le rapport de force économique entre les deux pays dans une guerre économique plus générale, qui prend en l'occurrence la forme d'une guerre monétaire entre le dollar et le yuan. Depuis sa reconnaissance par le FMI, en novembre 2015, en tant que [monnaie de réserve internationale](#), le yuan cherche à diminuer l'influence du dollar sur la scène internationale à son profit et poussant les pays, notamment les pays du Golfe, à réaliser leurs transactions de matières premières en yuan.

La situation économique du Venezuela est assez délicate et le rapport de force engagé avec les Etats-Unis sur le plan économique ne semble pas être à priori à leur avantage. Cependant, la stratégie menée par Caracas pour obtenir les soutiens de la Russie et de la Chine et ainsi transposer le rapport de force sur un plan davantage géopolitique peut permettre de freiner les volontés belliqueuses de l'administration Trump. De la même manière, l'abandon vénézuélien du pétrodollar, même s'il n'est pas en mesure d'ébranler à lui seul le système de domination des Etats-Unis sur la scène internationale, peut inciter d'autres pays à faire de même et ainsi l'affaiblir durablement au profit de la Chine et de la Russie notamment. Ce qui se joue au Venezuela est plus important que la simple question de politique intérieure et il est nécessaire de croiser les niveaux d'analyse et de lecture pour saisir la teneur et l'implication des sanctions et des pressions économiques qui pèsent sur le pays. Il est difficile de prévoir quelle sera l'issue de ce rapport de force alors que la désescalade ne semble pas à l'ordre du jour. Il semblerait que les Etats-Unis aient beaucoup à perdre dans ce conflit mais libeller les transactions de pétrole en une autre monnaie que le dollar est considéré comme une attaque grave par les Etats-Unis. Cela fut notamment l'un des éléments déclencheur de la première guerre du Golfe en 1990.

L'élection présidentielle au Venezuela qui a été reportée au 20 mai 2018, jour où se tiendront également les élections législatives régionales et municipales, est un test important pour évaluer le niveau des rapports de force à l'intérieur du pays. La position de Washington à l'annonce des résultats confirmera ou infirmera la montée en puissance du climat de tension entre les deux pays.

Pierre Girard